

Migration et intégration en Allemagne : Entre pragmatisme et hystérie.

Conférence de Klaus J. Bade au congrès de l'Eglise Protestante d'Allemagne à Dresde en la Frauenkirche, le 3.06.2011.

Préambule : Je ne parle pas ici en tant que président de la Commission des experts pour l'intégration et la migration (SVR), qui serait obligé de d'avoir des égards pour celle-ci.¹ Je ne parle pas non plus en tant que le Frère Bade, membre du comité pour la migration et l'intégration de l'Eglise Protestante d'Allemagne (EKD).² Je m'adresse à vous en tant que citoyen Bade qui revendique le droit de défendre, même parfois de manière virulente, sa propre position, et ceci selon la maxime que Martin Luther préconisait pour réussir un bon sermon : "Soit ferme, ouvre ta gueule, arrête toi vite!" Je vais donc essayer de concilier les exigences du discours scientifique avec un langage accessible à tous.³

1. Intégration et politique de l'intégration

Il y a en Allemagne, en matière d'intégration et de migration, une double distorsion entre empirisme et projection, soit entre expérience et attribution, qui est renforcée par les médias anti-intégrationnistes : Il ya une distorsion entre l'expérience concrète des gens en contact avec la réalité de la société d'immigration et un discours journalistique pétaradant mené au dessus des nuages sur l'intégration et la migration. Ceci renforce le décalage entre le ressenti de la société civile au sujet de l'intégration et de la migration et les erreurs d'appréciation de l'opinion populaire par les acteurs de la vie politique.

La Commission des experts a publié en mai 2010 un "Baromètre de l'intégration" et en avril 2011 un "Baromètre de la migration". Ces baromètres sont des enquêtes dans lesquelles la société majoritaire et la société issue de l'immigration, c'est à dire des personnes avec ou sans arrière-plan migratoire, sont confrontées annuellement avec les mêmes questions à propos de l'intégration et de la politique de l'intégration ou de la migration et de la politique de la migration. Pour le "Baromètre de l'intégration" , il s'agit donc déterminer la manière dont les gens ressentent l'intégration et de la politique de l'intégration et il en va de même pour ce qui concerne le "baromètre de la migration".

¹ Site de la Commission d'experts : www.svr-migration.de

² EKD : Evangelische Kirche in Deutschland (NdT)

³ Texte retravaillé et complété. Une version plus complète avec des références bibliographiques est parue sous le titre : " L'intégration : optimisme ou panique? Problèmes et perspectives" dans un cahier de la série "Edition Ordre du monde-Religion-Violence" (Innsbruck University Press). Pour d'autres publications de l'auteur sur ce thème voir www.kjbade.de; Je remercie le Prof. Dr. H. Fassmann, Vienne, pour ses indications concernant la comparaison entre Allemagne, Autriche et Suisse. Et pour leurs observations critiques le Dr. G. Fincke, le Dipl-Ök. S. Fellner, le Dr. H. Kolb et S. Pötzschke, M.A. Enfin, je remercie, pour sa traduction en langue française, René Siegrist de la Société d'Histoire Mittelbaden.

Le "Baromètre de l'intégration", présenté en mai 2010, fait état d'une attitude pragmatique et sereine allant vers une attitude réservée mais positive face à l'intégration et la politique d'intégration de la part des deux versants de la société de l'immigration. Il montre une grande confiance des immigrants envers les allemands - plus grande même que celle des allemands envers eux-mêmes. Ces positions diffèrent fondamentalement des visions alarmantes que l'on trouve dans les publications anti-intégration et la presse à sensation, et aussi des discours larmoyants, influencés par ces dernières, sur un échec généralisé de l'intégration, prononcés par certains politiques. A l'étranger, en revanche, en raison des problèmes souvent bien plus graves que l'on y rencontre, on n'a jamais vraiment compris cet état d'esprit et on l'a attribué à une sorte d'auto-apitoiement, une crise identitaire symptomatique d'un "German disease", un malaise allemand.

Les chiffres qui ont servis de base au "Baromètre de l'intégration" sont issus d'une enquête auprès de plus de 5600 personnes en fin d'année 2009.⁴ Le "Baromètre de l'intégration" fait partie intégrante du rapport annuel de la Commission d'experts "La société d'immigration 2010", un bilan et une évaluation de l'intégration et de la politique d'intégration en Allemagne.⁵ Son message, qui a fait sensation au plan national comme au plan international, nous annonce que : l'Allemagne est devenue une société d'immigration. L'intégration en Allemagne est meilleure que sa réputation dans ce pays. Les situations conflictuelles dans certaines zones à problèmes constituent des exceptions qui confirment la règle du succès plus ou moins grand d'une intégration réussie.

Non seulement cette enquête, mais différents relevés empiriques en arrivent à constater un résultat modestement positif, aussi en comparaison avec ce qui se passe au niveau international. C'est la définition de l'intégration du SVR qui tente de cerner le degré de participation à la vie sociale, qui a ici servi de base : On considère comme intégration sociale, la participation mesurable aux domaines centraux de la vie sociale que sont l'éducation, l'instruction, la formation, la vie économique, voire au marché du travail, au système de protection et de sécurité sociale et juridique jusqu'à une participation politique fonction du statut individuel.

Un des avantages - bien que non exploité dans le sens donné par l'expertise du SVR pour l'intégration des migrants - de cette définition qui met en avant la participation comme critère important de l'intégration, est qu'elle peut aussi s'appliquer aux citoyens non issus de l'immigration : ce qui signifie que selon cette définition de l'intégration sociale, il peut y avoir, en raison d'une implication très différente dans les domaines centraux de la vie sociale - mis à part les droits et devoirs liés à la nationalité - des domaines où des étrangers sont bien intégrés et des Allemands beaucoup moins. C'est ainsi qu'une des tâches du futur de la société civile comme société d'immigration sera, les problèmes linguistiques des primo-arrivants mis à part, non pas l'intégration des migrants par un certain nombre de mesures,

⁴ H. Fassmann, Les mesures du climat de l'intégration, in : Leviathan, 39/1, 2011, p. 99-124

⁵ La société d'immigration 2010. Rapport annuel 2010 avec Baromètre de l'intégration de la Commission d'experts des fondations allemandes pour l'intégration et la migration (www.svr-migration.de)

mais la participation des personnes, qu'elles soient issues ou non de l'immigration. Ce qui veut dire que dans la promotion de l'intégration, l'origine ne sera qu'un critère parmi d'autres.

Dans cette expertise du SVR sur l'intégration, on également tenté de mesurer et d'évaluer des zones d'ombre sociales et des domaines où l'on rencontre des tensions et des problèmes qui sont clairement identifiés comme inhérente au milieu et non d'origine culturelle : on y rencontre, des deux côtés, des traces de carences venant du passé, c. à d. au niveau de l'intégration des immigrés comme de la politique d'intégration pratiquée par le pays d'accueil, qui s'avèrent être un handicap au présent comme au futur pour la société d'immigration.

Du point de vue historique, les marges de manœuvre étaient alors très inégalement réparties : Un pays d'immigration fortement complexé, qui s'était lui-même désavoué en prônant que "la république fédérale n'est pas un pays d'immigration", ne doit pas s'étonner sur le développement tardif d'une prise de conscience chez ses immigrants qu'il désigne presque honteusement comme étant des gens de passage. Comment aurait pu naître une prise de conscience chez les immigrés, ou même une certaine fierté, alors que pendant des décades on se voilait la face en récusant la réalité de l'immigration? Comment un migrant peut-il se fixer un but si sur tout les panneaux le guidant sur sa route il rencontre l'indication "cul de sac". Un pays d'immigration contre son gré et longtemps marqué par la morosité, ne devrait pas s'étonner du manque d'enthousiasme de ses immigrés. Il ressemble à un maître-nageur qui aurait devant son bassin dressé une pancarte "Ceci n'est pas une piscine" et qui s'indignerait en suite du fait que les clients ne font que se prélasser sur le gazon au lieu de se lancer dans l'eau pour apprendre à nager.

En fin de compte, il y a en Allemagne, à la base de la pyramide sociale, un grand nombre de familles qui vivent depuis des générations avec des déficits permanents quant à leur intégration dans la société. Ils font partie d'une nouvelle classe sociale inférieure qui n'est pas obligatoirement issue de l'immigration. Cette nouvelle classe sociale inférieure se caractérise par une permissivité vers une frange socialement très marginale, de laquelle on ne voit pas comment elle pourrait s'en sortir par ses propres moyens.

J'attire ainsi votre attention sur un problème connexe : celui de la stabilisation par delà les générations dans les milieux sociaux précaires, avec ou sans arrière-plan migratoire, de la reproduction des carences initiales par le système scolaire allemand. C'est pour cela qu'il n'est pas possible de parler d'une égalité des chances en matière d'éducation chez les jeunes qu'ils soient issus ou non de l'immigration.

En toile de fond de la fracture sociale présente dans le système éducatif, nous relevons le dilemme suivant : La société de l'immigration est caractérisée par son hétérogénéité grandissante et sa différenciation. Selon le Baromètre de l'intégration du SVR, les parents d'élèves ont en général une opinion positive concernant l'hétérogénéité ethnique. Et les parents faisant partie de la population majoritaire comme ceux de celle issue de

l'immigration se déclarent expressément favorables à une égalité des droits menant à une égalité des chances dans des écoles ethniquement hétérogènes. Ils ont cependant des doutes sur les capacités de ces écoles à être performantes au niveau apprentissage. Ils préfèrent donc, pour leur propres enfants, ne pas prendre le risque de les envoyer dans ce type de classes. Ceci vaut particulièrement, dans la société majoritaire, pour les parents ayant un niveau élevé d'éducation et des revenus conséquents, mais aussi pour des familles montantes issues de l'immigration.

Ce qui signifie qu'en Allemagne on considère, à juste titre souvent au vu de quartiers urbains à forte concentration d'immigrés, comme allant de pair l'hétérogénéité ethnique d'une école avec la présence d'un grand nombre d'élèves venant de milieux ayant un accès limité à la culture et à l'éducation. Tant prédominera cette opinion qui veut que l'hétérogénéité de la population scolaire et la capacité de l'écoles à être performantes au niveau apprentissage sont inconciliables, il ne sera pas possible en Allemagne de lutter contre la fracture sociale dans le système éducatif.

Les stratégies élaborées pour remédier à cet état de fait ne font pas défaut, ce qui manque c'est la capacité et la volonté politique à les mettre en œuvre à grande échelle. Ceci est d'autant plus difficile en Allemagne, qu'il existe dans notre état fédéral des systèmes éducatifs aux structures très différentes les uns des autres, et bien que l'éducation soit la dimension la plus importante d'une politique de l'intégration, elle reste une prérogative des Länder et non pas du gouvernement fédéral.

Ce problème ne se limite pas à son aspect éducatif, mais il présente de plus un côté sociopolitique : le manque de qualification de bon nombre de jeunes issus de milieux précaires avec ou sans arrière plan migratoire entrave leur devenir individuel et leur accès à un revenu décent. Il limite en plus l'offre sur le marché du travail, à moyen terme déjà pour des raisons démographiques. Il grève enfin, en raison d'habitudes d'assistanat "héritées", le budget social de l'état-providence.

Plus grave encore : le manque de perspective de la "génération Hartz IV"⁶ conduit dans les milieux socialement faibles à un accroissement constant du potentiel d'indignation. Il augmente avec le nombre de personnes laissées pour compte qui prennent conscience de la situation désespérée dans laquelle elles se trouvent. Il suffit de peu pour que la frustration devienne agressivité et se traduise par une irritabilité grandissante et une propension à la violence. L'absence d'égalité des chances constitue un danger pour la paix sociale dans la société d'immigration.

Le monde politique a, pendant de nombreuses années, ignoré ou occulté le danger inhérent à cette situation sociale sur lequel l'auteur et d'autres chercheurs, dont l'objet de recherche sont les migrations, ont tenté d'attirer son attention. Il a même tenté de discréditer les auteurs qui avertissaient de tensions sociales imminentes les accusant de tentatives répréhensibles de provoquer celles-ci à force d'en parler : parce que "ne pouvait pas être, ce

⁶ Hartz IV : loi réformant les indemnités de chômage et l'aide sociale (allocation minimale). NdT

qui ne devait pas être". Mais ce que l'on tente d'occulter, on ne peut ni l'organiser ni l'encadrer. Et la vengeance aujourd'hui porte le nom de "Sarrazin".⁷

2. Le débat autour des thèses de Thilo Sarrazin

Nous avons donc en mai 2010 une image modérément positive de ce que représentait l'intégration en Allemagne. Elle signalait aussi des zones d'ombre et des champs de tension dans différents secteurs et milieux sociaux, mais sans délation de groupes culturels. Elle offrait une image explicite, clairement opposée aux lamentations éloignées du réel à propos d'un soi-disant échec global de l'intégration, qui avait été endossé sans la moindre vérification ou même sciemment propagé de façon populiste par nombre de politiciens. Après le rapport annuel du SVR "Pays d'immigration 2010" qui avait été, en début d'été, l'objet d'une grande attention de la part des médias et de la politique, certains acteurs de la vie politique ont été contraint de demander aux rédacteurs de leurs discours de procéder à une réévaluation de la situation.

Mais bientôt les vieilles allocutions semblaient être à nouveau au goût du jour, car à l'automne 2010 l'orage menaçait à l'horizon : l'Allemagne fut prise dans les turbulences du débat sur les thèses de Sarrazin. Il me semble ici important de distinguer trois aspects ce débat; d'abord la personnalité de Sarrazin lui-même, ensuite son livre, puis la discussion qui s'en est suivie dans les médias. Cela nous permet d'avoir une approche différenciée de ce que l'on appelle communément le "débat sur Sarrazin". Par là rien pourtant n'est relativisé : car bien que tout ce remue-ménage lui ait sans doute été importun, l'auteur n'en a, à aucun moment, récusé les exagérations en public. Il s'est placé intentionnellement et volontiers au centre du débat.

En premier, nous avons donc à faire au chercheur titulaire d'un doctorat en sciences économiques et au politicien expert en finances publiques ayant acquis une expérience dans de nombreux domaines, occupé par intermittence à la rédaction des discours d'élus de toutes les couleurs politiques; ce qui n'a pas contribué à émousser sa plume, bien au contraire. Il a acquis sa plus grande notoriété comme ministre des finances du Land de Berlin, lui qui était soucieux de son image en public et qui devenait volontiers polémique en se positionnant comme quelqu'un qui appelle les choses par leur nom. Je ne partage pas son analyse, mais je le respecte comme un adversaire qui a du répondant et j'entretiens avec lui - par delà les dissonances tonitruantes dont font état les médias - une correspondance privée. Et ceci, certains des habitués de la délation dans des blogs agressifs ne peuvent pas le comprendre car leurs tentacules mentaux binaires sont uniquement capables de différencier le blanc et le noir ou politiquement parlant, le rouge et le brun.

Et puis il y a, en second, le bestseller de Thilo Sarrazin, écrit souvent à un rythme effréné et qui n'a de "rouge" que la couverture, avec ses interprétations ethno-génétiques ou

⁷ Thilo Sarrazin, politicien du SP, auteur de l'ouvrage : *Deutschland schafft sich ab. Wie wir unser Land aufs Spiel setzen. 2010*. Thèse : l'Allemagne est menacée de disparition en raison des effets combinés de la baisse démographique et de l'immigration massive de ressortissants originaires des pays islamiques. (NdT)

sociobiologiques pour le domaine de l'intégration et de la migration et ses dénonciations collectives de la culture musulmane, que j'ai réfuté dès le départ avec la plus grande fermeté. Il a d'ailleurs, plus tard, supprimé ou atténué certains des passages ethno-génétiques sans le moindre commentaire, toutefois seulement lors de la 12e édition soit après un million d'ouvrages parus.

L'ouvrage de Sarrazin n'était pas conçu au départ comme une contribution à la discussion sur la migration, l'intégration ou même sur des questions concernant l'islam. Le thème de l'intégration était au plus une excroissance envahissante mais qui, de la façon dont il est traité, malgré de nombreuses affirmations intolérables, comporte des arguments critiques qui ne manquent pas de pertinence. Ces derniers, Sarrazin aurait pu les trouver dans la littérature spécialisée, également dans mes publications, depuis des années déjà, des dizaines d'années même, s'il s'était donné la peine de la lire au lieu de la presse anti-intégration dont l'argumentation est surtout basée sur des anecdotes. L'objet principal du livre est avant tout une critique des dérapages et des dysfonctionnements d'un état-providence de plus en plus vacillant. Je partage cette critique sur le fond depuis fort longtemps pour un grand nombre de points⁸, mis à part pour les positions élitaires et socialement agressives de M. Sarrazin ainsi que ses propositions concernant l'hygiène sociale et la politique démographique plus particulièrement dans le domaine de l'éducation.

Enfin troisièmement, voici qu'est déclenchée une campagne de presse excessive, dans le seul but d'augmenter les tirages, autour des thèses de Sarrazin, ou de ce qu'on voulait en extraire. Il suffisait pour cela de mettre en avant le thème éminemment conflictuel de l'échec de l'intégration en pointant du doigt la communauté musulmane. La discussion dans les médias a été préparée avec une stratégie incroyablement agressive par la maison d'édition Random House, à travers le lancement de rumeurs sur la progression alarmante de l'abâtissement de l'Allemagne en raison de la présence de musulmans dangereux culturellement mais surtout démographiquement car moins intelligents mais aux "reins puissants" et dotés d'épouses au fort potentiel procréateur.

Les preuves du contraire, immédiatement fournies, attirèrent l'attention sur une immigration d'élite venant de pays islamiques comme par exemple l'Iran ou encore l'Afghanistan, qui montrait bien qu'il n'y avait pas de relations causales à la religion, mais bien au milieu. On démontra que beaucoup de comparaisons étaient banales, en avançant le fait que par exemple les turcs dans la comparaison des générations pouvaient justifier de succès importants dans l'éducation et que des immigrés en provenance d'Italie étaient

⁸ Voir K.J. Bade *Le manifeste des soixante : L'Allemagne et l'intégration* München 1994 et également; Leviten lesen. Migration und Integration in Deutschland, IMIS-Beiträge 31/2007, Osnabrück 2007 (www.kjbade.de : Neuerscheinungen); puis; *Versäumte Integrationschancen und nachholende Integrationspolitik*, in : ders./K.H.Hiesserich (Hg.), *Nachholende Integrationspolitik und Gestaltungsperspektiven der Integrationspraxis*, Göttingen 2007, S. 92-95.

moins performants que les turcs alors que les italiens ne sont pas, comme chacun sait, des musulmans.⁹

La thèse réductrice répandue par les médias : "L'islam abêtit" s'avéra être, du point de vue argumentaire, un pétard mouillé. Mais pour les porteurs de préjugés elle s'intégrait à merveille dans leur vision de l'avenir, à tel point qu'il semble impossible de l'en extraire. Cela raffermir de façon dangereuse dans certains milieux le rejet déjà présent de l'islam. A l'opposé, cela consterna et offensa les millions d'immigrés de foi musulmane à l'intégration entièrement réussie. Une autre conséquence est le relâchement des liens entre le pays d'accueil et une nouvelle élite germano-turque hautement motivée et performante dont ce débat renforça les velléités de retour au pays. Pour la minorité de ceux qui ne sont effectivement pas intégrés - et qui ne sont pas seulement des musulmans -, cette délation des minorités déguisée en critique clarificatrice de ce qu'est l'islam, ne provoqua pas le moindre effet.

L'agitation médiatique renforcée est en soi un exemple type pour une "intégration négative", c. à d. la confortation dans sa propre identité d'une majorité qui utilise pour cela la dénonciation calomnieuse de minorités, en l'occurrence les musulmans et plus particulièrement les turcs et autres "arabes". Cette agitation eut pour conséquence également la confrontation, mais pour de toutes autres raisons, des "citoyens de la peur et de la colère" (c. à d. ceux qui ont de toutes façons toujours peur ou sont toujours en colère quel qu'en soit l'objet) avec ceux accusés de se voiler le face qui se reprochaient pour les uns une islamophobie paranoïaque et pour les autres une angélisme naïf et myope. Carl Schmidt aurait pu y vérifier son concept de l'ami/ennemi si le niveau de la discussion n'avait pas été si pitoyable et si les participants ne s'étaient pas retranchés sur des positions figées.¹⁰

Nous nous retrouvons ainsi devant une nouvelle division aberrante du temps en ère pré- et post-Sarrazin. Les nouveaux venus dans le débat ont par leur adhésion unilatérale aux thèses de Sarrazin uniquement réussi à faire la preuve qu'ils ne s'étaient jamais intéressé au thème au préalable - à une époque où il était encore possible de changer le cours des choses. Ceux qui, comme moi-même, bien avant l'apparition du phénomène Sarrazin, avaient tenté avec insistance mais sans succès, de dénoncer les évolutions négatives, sont maintenant, lorsqu'ils réfutent la critique excessive de Sarrazin et en particulier sa délation des minorités, accusés dans des commentaires frisant l'hystérie, de crédulité et d'angélisme ou même d'être les colporteurs d'une idéologie néfaste. Ils furent livrés à la vindicte populaire par un nombre grandissant de blogs populistes dans lesquels on les traitait de traîtres à la patrie et

⁹ Ma prise de position sur : www.kjbade.de et www.svr-migration.de ou encore : N. Foroutan, "Etude critique des thèses de Sarrazin (www.heyemat.tu-berlin.de/sarrazin2010); évaluation plus complète : P.Bahners; Les alarmistes. La peur des allemands face à l'islam, München 2011

¹⁰ A. Wirsching, L'islam, fait-il partie de l'Europe? "Le combat des cultures" ne devrait pas être provoqué à force d'en parler, mais évité, *Süddeutsche Zeitung*, 27.04.2011 qui a paru alors que ce manuscrit était déjà rédigé; l'analyse de S. Weidener, Du bénéfice ou préjudice d'une critique de l'islam pour la vie; in *MIGAZIN* 9.06.2011 (www.migazin.de)

on appelait à leur proscription voire à leur punition. Il fut parfois nécessaire de faire appel à des services de protection contre des provocateurs lors de meetings.

Les effets du livre de Sarrazin ont encore été renforcés par le tapage médiatique déjà évoqué selon l'adage que "seule une mauvaise nouvelle est une bonne nouvelle". C'est pourquoi la fausse information d'une intégration bien pire que sa réputation se vendait bien mieux que son contraire qui correspondait à la vérité, car l'intégration dans le quotidien de la société d'immigration est avec certitude bien meilleure que l'image, pour longtemps détériorée, qu'en donne la presse à sensation dans ce pays.

Ceci peut être mis en évidence par une étude comparée du rapport annuel de la Commission d'experts et de l'ouvrage de Thilo Sarrazin paru peu après. Heribert Prandl constata en automne 2010 que : "deux mois avant la parution du livre de Sarrazin est paru l'ouvrage que depuis le livre de Sarrazin, tout le monde attend... Il s'agit du rapport annuel "la société d'immigration 2010" avec son "Baromètre de l'intégration". Cette œuvre[...] est à tous égards un anti-Sarrazin."¹¹

Des cohortes entières de publiciste populistes de droite et "critiques à l'égard de l'islam" ont ainsi fait indirectement la publicité de l'ouvrage de Sarrazin. Il s'agit pour la plupart du temps de courants journalistiques qui tentent de diffamer une discussion différenciée, pragmatique et sans passion qui s'efforce de peser le pour et le contre - par ex. comme "relativisme culturel", prise de parti "idéologique" (N. Kelek) ou encore comme dessin diabolique au service d'une conspiration islamique mondiale, de la conjuration de laquelle la presse anti-islamique tire ses revenus.¹²

On trouve dans le même registre des blogs aux contenus diffamatoires comme "Politically Incorrect" (PI) qui mettent en ligne des informations "critiques" et des commentaires et courriels frisant l'outrage, voire parfois la menace.¹³ Autrefois on cassait les carreaux ou l'on démolissait les magasins des adversaires. Aujourd'hui on les expose au pilori virtuel et on invite au diatribes anonymes sur ces sites.¹⁴

¹¹ H. Prantl, Willkommen!, in : Süddeutsche Zeitung, 11.09.2010, p. V2/1.

¹² Derniers exemples dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung qui, depuis des années, offre à N. Kelek une tribune : N. Kelek, Das ist Kulturrelativismus, in : FAZ, 15.02.2011, S. 29 (contre le titulaire de la chaire pour le droit civil, droit privé international et droit comparé qui est aussi directeur du centre pour l'islam et le droit en Europe, le Prof. Dr. Mathias Rohe, qui est, au contraire de la journaliste Kelek, un chercheur et enseignant reconnu dans le domaine de l'islam); Réplique : M. Rohe, Das ist Rechtskulturrelativismus, in : FAZ, 22.02.2011, S. 30; la même argumentation erronée et diffamatoire à l'encontre de l'auteur et président du SVR : N. Kelek, Le professeur Bade fait l' Anti-Sarrazin, in : FAZ, 09.05.2001, S. 25; Réplique : K. J. Bade, Je ne suis président d'aucun bureau politique, in : FAZ, 18.05.2011, S. 26 (voir aussi : www.kjbade.de : ,en mon nom propre'); à propos de N. Kelek , témoin à charge' : Bahners, S. 131-174

¹³ Les auteurs font l'objet d'une enquête de a part de la sureté de l'état (dans le cas des chercheurs menacés M. Rohe et K. J. Bade). Comme les auteurs sont trop lâches pour faire connaître leur identité, c'est la responsabilité du titulaire du blog qui est engagée. En conséquence la surveillance de ces blogs devrait incomber à l'Officice fédéral pour la protection de la constitution.

¹⁴ B. Kastner, L'adversaire est connu, in : Süddeutsche Zeitung Online, 2.3.2011; idem, Le concept d'ennemi comme programme, in : Süddeutsche Zeitung, Landkreisausg., 1. 6.2011; J. Schindler, Les vrais allemands. Enquête à la frange droite de la république, in : Berliner Zeitung, 17.6.2011.

Les allégations mensongères célébrées sur des blogs comme "Politically Incorrect" ne reculèrent même pas devant des réprimandes à l'égard du Président de la République Fédérale. Cela vaut par ex. pour le discours novateur et courageux du Président Christian Wulff à Brème "Apprécier le diversité - promouvoir le cohésion" qu'il a prononcé à l'occasion de la commémoration du 20ième anniversaire de l'unité allemande le 3 octobre 2010 et pour son discours devant le parlement turc à Ankara.¹⁵ Un des message du Président Fédéral qui, dans le concert des commentaires indignés, fut complètement occulté mais qui est bien plus important que son discours de Brème qui n'était en fait qu'un état des lieux, était de constater que l'islam faisait également partie intégrante de l'Allemagne. Le refus de cette évidence par les milieux politiques populistes fut un des sommet atteint lors de la discussion autour de Sarrazin. Ceci ne manque en effet pas de ridicule au vu des deux millions d'allemands se reconnaissant être de foi musulmane. De plus ce postulat n'avait rien d'original puisqu'il avait été énoncé de façon bien plus affirmée par le ministre de l'intérieur Schäuble en 2006 lors de l'ouverture de la conférence sur l'islam au parlement fédéral. Schäuble avait même émis l'hypothèse que l'islam était et allait constituer un élément important du présent et de l'avenir. On le loua alors ardemment pour une telle prise de conscience et clairvoyance.¹⁶

Le message bien plus important contenu dans le discours du Président Fédéral Wulff en direction de la société d'immigration veut dire : Apprendre à composer avec la pluralité sociale est un devoir citoyen quotidien dans un pays d'immigration. Cette pluralité peut s'épanouir librement en Allemagne. Elle doit cependant être maintenue résolument dans les limites que lui confèrent la constitution. Un des axiomes étant que le droit individuel à la liberté et à la justice ne saurait empiéter sur les mêmes droits pour les autres et conduire à l'injustice et à l'oppression.

Traduit dans les règles qui régissent la société civile en tant que société d'immigration, cela signifie : L'intégration négative évoquée comme le positionnement d'une identité majoritaire par le rejet et la diffamation des minorités, n'est rien d'autre qu'une attaque en règle contre les fondements de base et la paix sociale dans une société civile qui est une société d'immigration. Il est temps de ne plus prendre pour bagatelle l'industrie publiciste de l'anti-intégration en lui accordant le "on a tout de même encore le droit de s'exprimer". On n'y a expressément pas droit lorsqu'il s'agit, face à la société d'immigration, d'une atteinte aux valeurs de la civilisation sous forme de calomnies religieuses ou ethniques. Cela n'est pas en accord avec la loi fondamentale de la république fédérale.

Il est temps d'ancrer plus solidement les messages de la constitution dans la vie quotidienne et de rendre palpables à partir la crèche même les limites dans lesquelles la communication quotidienne s'aventure vers une violation de la constitution. Les élèves américains se lèvent en début de cours portant la main sur le cœur en signe d'adhésion à leur constitution

¹⁵ N. Kelek, La république des croyants selon Wulff, in : FAZ, 22.10.2010, S. 25; div. annonces dans PI.

¹⁶ Les perspectives pour un avenir commun. Déclaration de politique générale du ministre de l'intérieur DR. W. Schäuble pour la conférence allemande sur l'islam au parlement fédéral le 28.09.2006 à Berlin

(American's Creed). Nous n'avons pas besoin d'un German's Creed, encore moins associé à une sémantique politico-religieuse. Mais si nous voulons que la constitution soit vécue, il faut que la façon de la prendre en compte dépasse son statut de chapitre du cours d'éducation civique.

3. Politique et populisme

L'agitation médiatique a conduit parallèlement à une confrontation entre les "citoyens de la peur et de la colère" avec ceux diffamés comme tenants de l'angélisme et producteurs d'euphémisme en matière d'intégration et d'islam. La plupart des politiciens se distancèrent de cette agitation. Un bon nombre cependant, afin de faire la preuve de leur proximité par rapport au peuple, se sont laissé aller à des concessions populistes fatales dans une ambiance surchauffée. Ceci est valable particulièrement pour la période d'octobre 2010 où la discussion avait atteint son paroxysme. Voici quatre exemples issus de la bouche de notables :

1. Le ministre-président bavarois Horst Seehofer proposa de fermer les frontières aux arabes et turcs et s'exprima contre une immigration "issue de cercles culturels étrangers"¹⁷(sans laquelle la Bavière n'aurait sans doute jamais existé). Lors de son intervention pour la traditionnelle réunion de son parti lors du Mercredi des Cendres politique, le 9 mars 2011, il assura à l'assemblée un combat "jusqu'à la dernière cartouche" contre une immigration "culturellement étrangère".¹⁸ Lorsqu'un ministre-président d'un Land s'exprime en de tels termes, il ne doit pas être surpris si de "véritables" partis populistes d'extrême droite apparaissent sur le devant de la scène comme le "parti de la liberté" né à Berlin qui créa le 4 juin 2011 une section en Bavière. Elle est, comme par hasard, dirigée par un haut-fonctionnaire de l'office munichois pour l'immigration qui est en charge des mesures mettant fin aux autorisations de séjour, c. à d avec l'expulsion et le rapatriement.¹⁹

2. De Maizière, ministre de l'intérieur du moment, se mit en vain à la recherche en octobre, d'abord à l'intérieur de son ministère puis au niveau des Länder, de traces d'un fantôme, en l'occurrence des preuves pour l'existence des 15% de "personnes refusant l'intégration", pour lesquels il voulait "durcir les sanctions".²⁰ Pour ce faire il lui manqua dès le départ un concept approprié ainsi qu'une base de données performante que même l'office fédéral pour l'immigration et les réfugiés qui dépend de son ministère, et dont je fais partie du conseil d'administration, n'était pas en mesure de lui fournir, même pas pour les participants pour la plupart volontaires aux cours d'intégration. Les discours à propos des "objecteurs" à l'intégration avaient déjà pris un aspect de stéréotype diffamatoire peu de temps après

¹⁷ Seehofer contre l'immigration en provenance de "cercles culturels étrangers" in : ZEIT Online, 09.10.2010.

¹⁸ Guttenberg top. Immigré beurk, in : ZEIT Online, 09.03.2011

¹⁹ Kastner, Un populiste de droite employé aux services de l'immigration, in : Süddeutsche Zeitung, 11./12./13.6.2011, S

²⁰ De Maizière veut durcir les sanctions contre ceux qui refusent de s'intégrer, in : RP Online, 16.10.2010; voir. K. J. Bade; Qui sont ceux qui refusent l'intégration?, in : www.migazin.de, 16.09.2010.

l'erreur d'interprétation sémantique, plutôt accessoire, lors la présentation du programme fédéral pour l'intégration à Berlin lors d'une conférence de presse le 8 septembre 2010.²¹ Ils déclenchèrent une polémique anti-minorités, à nouveau islamophobe, sur les sanctions à retenir, qui fait penser à une devise en cours au Far-West : "Tirer d'abord, poser les questions ensuite!"

3. C'est également en octobre 2010 que la ministre pour le famille Schröder mettait en garde à grand renfort de manchettes contre le racisme des minorités et l'hostilité antiallemande dans les cours d'école.²² Elle finança des expertises express qui ne réussirent pas cependant à établir une corrélation entre foi islamique et propension à la violence chez les jeunes. Car il ne s'agit pas ici en premier lieu de questions ayant trait à la religion mais principalement d'une sorte de combinaison entre problèmes inhérents au milieu social et comportement machistes agressifs.²³ Ce qui n'empêcha pas la ministre de diffuser ses thèses propres, plus ressenties que vérifiées.²⁴

4. C'est également en octobre 2010 que la chancelière Merkel, qui s'était au par avant clairement distancée de la sarrazine médiatique, annonça brutalement, dans une sorte d'ambiance de campagne électorale, que le "multiculturel était en échec, mais complètement en échec", ce qui incita le ministre-président de Bavière à renchérir : "le multiculturel est mort".²⁵ Ce diagnostic définitif est en fait, sur le fond, doublement faux; car il faut faire ici la différence entre projet de politique sociale et évolution de la société : Il n'y a jamais eu de projet gouvernemental pour le multiculturalisme en Allemagne - au contraire des Pays-Bas. Il n'y a eu dans ce pays que les représentations naïves de quelques Verts concevant l'intégration comme une perpétuelle kermesse avec de joyeux toboggans vers un paradis bariolé.

Mais les Verts se sont libérés de cette vision irréaliste d'un romantisme multiculturel et ceci bien plus rapidement que les partis de l'Union qui restent collés depuis des décades à leur "mantra" du refus : "L'Allemagne n'est pas un pays d'immigration". Il en est de même pour les conceptions contre-intégratives qui ont eu la vie dure, comme, parmi d'autres, "l'intégration sociale limitée dans le temps" destinée à "maintenir la propension au retour au pays", les avertissements contre une assimilation qui pouvait affaiblir cette "orientation vers le pays d'origine", les classes nationales ségréguatives dans les écoles de Bavière. Cela a été pendant longtemps le frein à l'intégration, manœuvré par le gouvernement sous l'influence du parti-frère bavarois dans l'Union, et renforcé par le verrou médiatique (D. Oberndörfer) que constitue le FAZ (Frankfurter Allgemeine Zeitung). C'est une déformation de l'histoire

²¹ Chiffres erronés politique symbolique et hypocrisie, in : www.migazin.de, 09.09.2010.

²² L'anti-germanisme est du racisme, 11.10.2010 (www.cdu.de/archiv/2370_31685.htm).

²³ S. Haug, Jeunes migrants - jeunes d'origine musulmane. Violence et modèles spécifiques au sexe; A. Toprak / K. Nowacki, Problèmes de violence chez les jeunes musulmans de sexe masculin issus de l'immigration et stratégies de prévention (deux expertises in : www.bmfsfj.de).

²⁴ La ministre de la famille Schröder confirme la thèse d'une augmentation de l'anti-germanisme, in : *Bochumer Zeitung*, 22.11.2010.

²⁵ A. Merkel le 16.10.2010 à au rassemblement des jeunes de la CDU à Potsdam (Schrader, 16.10.2010; www.dw-world.de/dw/article/0,,6118143,00.html).

que de prétendre que le multiculturalisme aurait empêché l'Allemagne de mettre en œuvre en temps utile une véritable politique de l'intégration. C'est le contraire qui est vrai. C'est à juste titre que le précédent Président de la République Fédérale Horst Köhler constatait, en faisant son autocritique, que l'on avait loupé la politique de l'intégration.²⁶

Le multiculturalisme n'a ainsi jamais existé comme projet gouvernemental en Allemagne. Mais nier actuellement la nature multiculturelle de l'Allemagne est encore plus éloigné de la réalité que le vieux démenti : "L'Allemagne n'est pas un pays d'immigration". L'Allemagne de nos jours est de fait un pays multiculturel, qu'on le veuille ou non. Qui voudrait changer cela, aurait du intervenir plus tôt dans l'histoire. L'erreur n'est, même à l'échelon le plus élevé de la société, rien d'autre qu'humaine.

4. Revirement d'opinion

Le débat autour de Sarrazin, à l'automne 2010, a conduit à une modification sensible de l'opinion dans la société issue de l'immigration. Elle a eu pour conséquence un assombrissement, surtout à l'étranger, de l'image de ce qu'était l'intégration en Allemagne alors que cette image venait à peine de s'éclaircir. Le SVR a pu cerner cette modification dans une deuxième enquête d'opinion représentative fin 2010, soit après l'apogée du débat Sarrazin.²⁷ Résultat : En comparaison avec l'enquête de 2009 (Baromètre de l'intégration 2010) la proportion élevée d'"optimistes de l'intégration" dans la population immigrée a diminué de plus de la moitié (d'environ 22% à environ 9%). Dans l'autre sens, la proportion très faible de "pessimistes de l'intégration" a elle, doublé (d'environ 3,5% à environ 6%). C'est le cas également pour la population majoritaire non issue de l'immigration où la part des optimistes, qui était déjà au départ peu importante, s'est réduite de moitié (d'environ 11% à environ 4%).

Dans le même temps, une différenciation pragmatique faite, à degrés divers, de déception, de désenchantement ou d'information plus précise s'est mise en place dans une large part de la société d'immigration qu'elle ait ou non une origine migratoire : elle a augmenté d'environ 20 à 21% jusqu'à atteindre 33 à 34% dans la population issue ou non de l'immigration.

Autrement dit : Les dégâts consécutifs au "débat-Sarrazin" sont considérables. Ceci vaut pour la déprime faite de déception et de consternation au sein de la société immigrée comme pour la chute d'attractivité du pays d'immigration vers l'extérieur. En ce sens le débat médiatisé autour de Sarrazin constitue un double but contre son camp pour un pays ayant besoin de tolérance culturelle et paix sociale à l'intérieur et d'une immigration de qualité venant de l'extérieur. Dans un large champ d'opinion du centre de la société d'immigration s'est établi un constat plutôt pragmatique et réaliste, malgré le bavardage

²⁶ Bade, Leviten lesen (sonner les cloches) voir note 8

²⁷ Enquête du SVR, Le débat Sarrazin la confiance des immigrés envers l'Allemagne. SVR parle de but contre son camp, 10.01.2011 (www.svr-migration.de)

politique autour des soi-disantes "peurs au sein de la population" qu'il faudrait "prendre au sérieux".

Ce qui veut dire que la société d'immigration a une faculté de jugement bien plus rationnelle, pragmatique et informée en matière d'intégration et de politique d'intégration qu'on ne veut lui concéder. Et elle semble être en mesure de supporter bien plus de contraintes que les politiques ne le supposent. Le constat est le même concernant la migration et la politique de la migration.

5. Migration et politique de la migration

Le "Baromètre de la migration" parut en avril 2011 avec le rapport annuel 2011 du SVR "Pays de migration 2011" dont les chiffres sont livrés par une enquête qui s'est déroulée fin 2010, pose la question de l'appréciation de la migration et de la politique de migration par les deux versants de la société d'immigration. Résultat : Dans une population issue ou non de l'immigration, il y a peu d'erreurs de jugement - lorsqu'elles existent, elles sont à mettre en rapport avec les publications anti-intégration islamophobes.

Cela est vrai pour la surestimation de l'immigration en provenance de Turquie qui est en fait moins importante que les départs d'Allemagne vers la Turquie : Le bilan net de la migration pour l'Allemagne en 2008 et 2009 est d'environ moins 10 000 personnes (2010 : environ moins 6 000); et vraisemblablement aux dépens de la qualité du potentiel de la population active en Allemagne; une nouvelle élite germano-turque hautement qualifiée, interpellée voire écœurée par le concert agressif envers les minorités accompagnant le "débat Sarrazin" mais aussi attirée par le miracle économique ayant lieu sur le Bosphore, montre de plus en plus des velléités de départ ou sont entrain de s'en aller. La qualification de nouveaux arrivants lié au rapprochement familial est certainement d'un niveau nettement inférieur à celle des partants. Il y a également une arrivée de personnes qualifiées en provenance de Turquie mais ce flux est minime, de même on peut constater un mouvement de retour au pays pour des migrants plus âgés, en tout et pour tout une mobilité transnationale élevée. Les personnes non qualifiées et les personnes assistées de la communauté germano-turque ont plutôt tendance à rester en Allemagne, parce que leurs probabilités de succès sur le marché du travail en Turquie sont encore plus faibles qu'ici, et il n'existe pas de système social dont les standards correspondraient un tant soit peu à celui de l'état-providence allemand.

De manière générale la population fait preuve d'une approche plutôt lucide - ou encore guidée par ses propres intérêts - de la migration et de la politique de migration. Cet regard pragmatique se différencie des mauvais présages - comme dans les cas des bavardages sur le soi-disant échec de l'intégration - à nouveau comme dans un miroir déformant : Ici la question n'est pas, comme pour le thème de l'intégration, la disparition dans le maelstrom de la désintégration d'une culture allemande dite "millénaire" (ce qui voudrait dire qu'elle remonte à l'époque des croisades), mais celle de l'immigration comme menace pour le

marché du travail et les systèmes sociaux de l'état-providence (mots-clés : "dumping social" et "immigration vers les systèmes sociaux").

Comme toujours ces visions apocalyptiques sont propagées par la presse à sensation. Ce sont ces mêmes menaces que certains acteurs de la politique n'hésitent pas à brandir, sous-estimant pour cela fortement le degré d'information et la capacité de résistance des citoyens. Ces présages funestes servent surtout à la légitimation de l'inactivité politique, mais également à mettre en avant des positions fondamentales contre des projets de réforme de la politique des migrations. C'est ici qu'intervient la phraséologie bien connue du déni "avec moi/nous en Allemagne (et en Bavière d'autant plus) il n'y aura jamais d'ouverture des vannes pour une invasion massive de migrants" (du moins pas en provenance de "cultures étrangères"). Les exemples que l'on pourrait citer sont ici nombreux.

Conclusion : des deux côtés de la société d'immigration en Allemagne, on est - mis à part quelques erreurs d'appréciation - en matière d'intégration et de migration, bien mieux informé et bien plus apte à faire face que ne semble le supposer la politique qui croit ce que lui servent les médias. Il faut donc que cesse le jeu de cache-cache de la politique qui se retranche derrière de prétendues peurs des citoyens face à l'intégration et à la migration. Il est urgent qu'à sa place on trouve les conceptions d'une orientation politique clairement identifiable.

Il y a près de 30 ans, en 1983, j'attirais l'attention sur une sous-estimation de la dynamique propre à l'intégration comme "problème sociopolitique de premier plan"; cela pourrait soulever en fin de compte "de graves problèmes de légitimation pour les partis politiques de la démocratie parlementaire de cette république".²⁸ J'ai bien peur que nous y soyons parvenus. Les émotions des "citoyens de la colère", qui se sont concentrées au sein du "débat Sarrazin", n'étaient que la partie émergée de l'iceberg.

Le fond de la question est de savoir si les milieux politiques en Allemagne seront encore en mesure, au contraire de ce qui se passe dans d'autres pays européens, de contrecarrer la structuration politique d'une droite populiste qui se cristallise ici aussi sur les thèmes de la migration et de l'intégration. Il est à redouter que ces nouveaux groupements n'aient besoin de rien d'autre que d'une structure politique d'accueil et d'un leader charismatique pour développer un potentiel explosif dangereux. Ce dernier pourrait avoir, du moins vers l'extérieur, un effet particulier, parce que notre pays a, en matière de traitement des minorités, une histoire à part qui le différencie singulièrement des autres pays d'accueil modernes en Europe.

En matière d'intégration et de migration, l'époque des louvoisements du langage est révolue. Le jeu de cache-cache avec les prétendues peurs des citoyens doit être abandonné. Sans quoi il existe le danger que le peuple souverain se détourne encore plus des représentants qu'il a

²⁸ K.J. Bade, D'un pays d'émigration vers un pays d'immigration? L'Allemagne de 1880 à 1980, Berlin 1983, p. 116-119

élu pour une durée déterminée et ne se porte vers des charlatans politiques ou des mouvements protestataires que nous avons pu connaître par le passé et qui n'attendent rien d'autre que le rassemblement sous l'égide d'un parti et de sa direction. La société civile est en attente de conceptions claires, bien ciblées et évaluables dans leur faisabilité portées par des personnes faisant autorité dans la conduite des affaires et dans la prise de responsabilité.

6. L'Allemagne, perdant des enjeux de la migration

Le secrétaire général du CSU²⁹ Alexander Dobrindt s'est fendu récemment, dans la tradition du refus de la prise de conscience, à nouveau de l'affirmation comme quoi "l'Allemagne n'est pas un pays d'immigration".³⁰ Il ne croyait pas si bien dire car si l'on considère les statistiques, cette remarque est tout à fait pertinente : si l'on regarde de près les chiffres des arrivées et des départs, l'Allemagne n'est plus à considérer comme un pays d'accueil. L'Allemagne est actuellement un pays de migration au vieillissement démographique prononcé (comme le confirme le titre du rapport du SVR "Pays de migration 2001") statistiquement au centre entre immigration et émigration avec une tendance à devenir un pays d'émigration.³¹

La tendance en Allemagne ces dernières années montre une équilibration des flux, elle est même négative en 2008 et 2009. Ceci peut aussi être lié à des problèmes relevant du recueil des chiffres.³² Si l'on exclut des chiffres les Allemands arrivés des pays de l'ancienne Union Soviétique, qui sont classés indûment dans les statistiques comme "rentrant au pays", on obtient alors une toute autre image du solde des migrations : L'Allemagne a perdu en l'espace de 15 ans (1994 à 2009) plus d'un demi-million de citoyens de plus (515 336) - partis à l'étranger -, qu'il n'en est arrivé pendant la même période.³³ Et pour la plupart des départs, il ne s'agit pas gens aisés à la recherche d'encore plus de bien-être comme par exemple de retraités migrant vers le soleil, mais de membres performants de la population active. Une tendance négative dans le bilan des migrations est cependant dangereuse pour un pays au système social basé sur la mutualisation alors que sa population est entraînée de vieillir car la proportion des cotisants baisse mais celle des bénéficiaires augmente. Et

²⁹ CSU : Christlich-Soziale Union, parti conservateur majoritaire en Bavière et présent uniquement dans ce Land (NdT)

³⁰ A. Dobrindt sur le plateau de l'ARD dans l'émission „Hart aber Fair“ le 13.10.2010 : „Les USA sont un pays d'immigration, l'Allemagne n'en est pas un. Nous avons une culture qui s'est formée au cours des siècles.“ (Dobrindt : Deutschland ist kein Einwanderungsland, in : Augsburger Allgemeine, 14.10.2010.

³¹ Dans le débat public, on trouve bon nombre de malentendus qui ne peuvent pas être abordés ici isolément; car un pays d'immigration (qui entend l'arrivée de migrants comme immigration et la traite en conséquence) peut d'un point de vue statistique être un pays d'émigration. Et un pays qui révèle momentanément des départs n'est pas obligatoirement un pays d'émigration car l'émigration est le fait de quitter un pays d'origine sans l'intention véritable d'y revenir un jour définitivement; voir.. K. J. Bade, Etrangers-Emigrants-Demande d'asile. Etat des lieux (Ausländer – Aussiedler – Asyl. Eine Bestandsaufnahme), München 1994, S. 16-28.

³² Une des raisons de ces chiffres négatifs en 2008 (≈. -35.000) und 2009 (≈. -13.000) peut être le fait de supprimer les adresses fiscales auxquelles plus personne ne répondait, que la statistique repère sous la catégorie "émigration" faute de l'existence d'une catégorie spécifique.

³³ SVR, Migrationsland 2011. Rapport annuel 2011 avec baromètre de la migration, Berlin 2011, p. 19.

l'apport, un temps compensateur, des Allemands venant des pays de l'ancienne Union Soviétique est maintenant insignifiant, alors que l'émigration continue de progresser.

Voyons y de plus près : il y a en Allemagne une grande mobilité transnationale, en particulier intra-européenne. Une part importante de cette mobilité se déroule entre l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse.

Essayons de zoomer sur ce qui se passe dans cette région tri-nationale au centre de l'Europe en la grossissant à la loupe comme le village gaulois dans Astérix et Obélix, mais en réglant l'acuité visuelle sur les paramètres du vieillissement démographique, du volume migratoire et du profil socioprofessionnel de la migration :

Vieillesse démographique

En comparaison avec d'autre pays, l'Allemagne vieillit rapidement : C'est ce qu'indique le quotient des âges, soit le rapport entre personnes de plus de 65 ans à celui de ceux qui sont en âge de travailler de 15 à 64 ans. L'Allemagne se situe, avec un quotient de 30,9, nettement au dessus de la moyenne de l'Europe des 27 qui est à 25,4. Le quotient de l'Autriche (25,7) et de la Suisse (24,3) sont sensiblement les mêmes et non loin de la moyenne européenne qui est d'environ 25. La baisse de la natalité qui toucha l'Allemagne bien davantage que la Suisse et l'Autriche dans les années 60 et 70 ainsi que le taux de natalité en chute libre dans les nouveaux Länder de la Fédération (ancienne RDA, NdT) qui a suivi la réunification, sont des facteurs d'accélération du processus de vieillissement.

Volume migratoire

En 2009, il y a 21 000 personnes de plus qui ont quitté l'Allemagne en direction de la Suisse que n'en sont arrivées. Il en va de même pour l'Autriche où ce bilan négatif est de 7 000 personnes en 2009 puis de 8 000 en 2010. Alors qu'en Allemagne le nombre de départs a augmenté et le nombre d'arrivées diminué, la tendance est nettement inverse pour la Suisse et l'Autriche : l'Autriche avec un peu plus de 8 millions d'habitants (8 355 260), a depuis plusieurs années un solde positif du flux migratoire annuel en provenance de l'étranger qui atteignait presque 21 000 personnes en 2009 (20 596) et après les premiers succès dans le dépassement de la crise économique et financière en 2010, il atteint à nouveau les 27 000. Dans la petite Suisse, un pays de taille comparable, (7 701 856) le solde positif 2009 des mouvements migratoires frisait les 79 000, parmi eux beaucoup d'Allemands. L'Allemagne par contre, avec ses 82 millions d'habitants ayant 5 fois la taille de l'Autriche et de la Suisse réunies, le solde est à peine équilibré ces dernières années (il est même négatif en 2008/09). Le bilan des migrations est ainsi clairement négatif par rapport à chacun des deux pays.³⁴ Plus grave encore : les déficits pour l'Allemagne ne sont pas uniquement quantitatifs mais

³⁴ Voir : Office fédéral des statistiques
(www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/07/blank/data/03.html);
Statistik Austria (Hrsg.) : Migration und Integration. Zahlen, Daten, Indikatoren 2011. Wien 2011.

également qualitatifs, la fuite des cerveaux est en cours malgré les maquillages soutenus par les instances officielles dans les discours, les calculs et les écrits.

Profil socioprofessionnel des émigrants

L'image propagée par les feuillets de la télé réalité des émigrants peu qualifiés et insuffisamment préparés, partis en vain au loin à la recherche d'un bonheur imaginaire et inaccessible et qui rencontrent là-bas des problèmes qu'ils auraient été à même de résoudre s'ils étaient restés chez eux, est très éloignée de la vérité. Ceci par contre, vu du fauteuil en face de la télévision dans la douce ambiance domestique est accepté comme message de quiétude : "Reste au pays et subviens honnêtement à tes besoins". La réalité est bien autre : mis à part pour les réfugiés politiques et économiques, la migration tient tout de la sélection positive. Les allemands qui quittent leur pays sont en moyenne non seulement plus qualifiés et plus performants économiquement que la population immigrée en Allemagne, mais même que la population active allemande dans son ensemble.

Il suffit pour s'en apercevoir de jeter un coup d'œil sur l'émigration de l'élite à l'exemple du corps médical : Selon la fédération des caisses d'assurances maladies, 10% des 28 000 médecins actuellement en activité en Suisse sont des ressortissants allemands. L'année 2008 a vu partir d'Allemagne plus de 3 000 médecins. Si seul un tiers de ces médecins ne devaient jamais revenir, la perte financière en impôts, cotisations sociales et autres rentrées d'argent, s'élèverait globalement à 1,1 milliards d'Euros, sans tenir compte des frais relatifs à leur formation. Ces chiffres proviennent d'une estimation réalisée en 2009 pour le compte du Comité d'experts par l'ifo-Institut de Munich.³⁵

Mais il n'y a pas que des pertes financières pour l'économie nationale en raison du départ des médecins. Selon une étude réalisée dans 32 pays européens sur les qualifications de la population active (European Union Labour Force Survey), la moitié des émigrants allemands environ, est titulaire d'un diplôme universitaire. Pour les résidents sur le territoire allemand, la proportion n'est que de 29%. La qualification professionnelle des émigrants est de loin au dessus de celle de la population des résidents en Allemagne : plus de la moitié de ceux qui travaillent dans les autres pays européens sont détenteurs d'emplois hautement qualifiés ou sont cadres.³⁶

L'Allemagne "a perdu de son attractivité pour des immigrants hautement qualifiés", telle est la conclusion d'une étude comparative commandée par la Fondation Bertelsmann sur les migrations de personnes à hautes qualifications dans l'espace européen et international. Elle

³⁵ C. Holzner/ S. Munz/ S. Übelmesser, Effets fiscaux de l'émigration de groupes professionnels spécifiques. Etude réalisée pour la Commission des experts des fondations allemandes pour le migration et l'intégration. GmbH, 2009 (www.svr-migration.de).

³⁶ A. Ette/ L. Sauer, Emigration en Allemagne. Chiffres et analyses des migrations internationales de ressortissants allemands, Vs Verlag, Wiesbaden 2010; Dies., Départ pour toujours ou limité dans le temps, in : Forschung & Lehre, 2/2011, S. 100-102

révèle qu'entre 2005 et 2009 40 000 cadres et chercheurs quittaient l'Allemagne pour les états de l'Europe des 15 pour une arrivée de 38 500 personnes possédant les mêmes qualifications professionnelles, soit un déficit annuel de 1500 personnes. Ce qui montre que l'Allemagne, qui par le passé était un pôle d'attraction de l'immigration en Europe, se retrouve dans la moyenne du champ de la concurrence européenne pour les meilleurs cerveaux - derrière la Suède, l'Espagne, l'Autriche, la Grande-Bretagne et la Belgique, sans même évoquer la Suisse qui ne fait pas partie du groupe.³⁷

Ce qui s'avère être désavantageux pour un pays, ce sont les soldes négatifs des personnes en âge de travailler. Cet effet est encore amplifié, quand les gens dont il s'agit, sont au niveau le plus élevé de leur capacité de travail, c. à d. entre 25 et 50 ans. Dans notre comparaison triangulaire, ce sont les suisses qui sont les indéniables vainqueurs : la part des immigrants allemands entre 20 et 39 ans était en 2009 de 62% pour la Suisse. On peut aussi dire des immigrants allemands en Autriche qu'ils sont particulièrement performants : 49% des allemands qui vivent en Autriche de l'âge de 15 ans et plus, étaient en 2007 titulaires du baccalauréat et 28% des autres d'un diplôme faisant la preuve d'une qualification tout à fait acceptable.

Le haut niveau de formation des allemands d'Autriche s'exprime aussi dans les activités qu'ils exercent : en 2007, 23% des allemands ayant un emploi sont des scientifiques et 24% travaillent comme techniciens supérieurs ou dans un emploi non technique mais à qualification égale. Nous trouvons ensuite un groupe important d'employés dans le secteur tertiaire principalement dans la gastronomie, qui sont originaires en grande partie de l'ancienne Allemagne de l'Est avec une proportion importante de saisonniers. La part de la main d'œuvre allemande non qualifiée en Autriche n'est guère que de l'ordre de 4,5%, soit une minorité.³⁸

Dans l'espace tri-national Allemagne - Autriche - Suisse, caractérisé par d'intenses mouvements migratoires, l'Allemagne est le perdant dans ce domaine. Et il n'y a pas de compensation en nombre et encore moins en qualité en provenance de l'étranger. Dans un même temps, la concurrence pour les cerveaux s'intensifie dans l'Union européenne et loin par delà ses frontières. Si cette situation perdure, les politiciens autocritiques producteurs de métaphores sur le sommeil pourront, de concert avec l'ancien président de la république fédérale Horst Köhler, rétrospectivement en matière d'intégration et de promotion de l'immigration, dire que l'Allemagne aurait souffert d'une "panne de réveil".

Plus encore : à Berlin, on va devoir faire vite car la concurrence elle, ne "roupille" pas. Les concurrents pour la course après les collaborateurs au top-niveau ont déjà identifié en Allemagne un décalage paradoxal entre le niveau élevé de formation au sommet, le manque

³⁷ A. Ette / L. Sauer (BIB), Faut-il dire adieu à l'Allemagne comme pays d'immigration? Les migrations des personnes à hautes qualifications dans l'espace européen et international. Policy Paper im Auftrag der Bertelsmann Stiftung, Gütersloh 2010..

³⁸ J. Kytir, Qui sont les allemands en Autriche?, in : Integration im Fokus, 4/2008.

d'attractivité interne et une forte tendance à l'émigration. Ils en font le constat, non sans un certain effarement, mais sont, dans le même temps, en mesure de l'exploiter à leurs propres fins; car le personnel qualifié formé en Allemagne et en particulier celui qui possède une haute qualification, est très prisé à l'étranger : selon une estimation réalisée auprès de 1200 dirigeants d'entreprise dans des laboratoires de recherche et de développement à travers le monde par le cabinet d'audit Ernst & Young, l'Allemagne se situe en quatrième position des pépinières de talents du futur derrière la Chine, les USA et l'Inde.³⁹ On peut donc craindre une intensification du débauchage en Allemagne, le fonctionnement d'une véritable "pompe aspirante" selon D. Oberndörfer.

Une modification de la tendance est plus qu'improbable

L'"homo migrans" agit, tant qu'il ne s'agit pas de fuite ou d'expulsion, dans son comportement migratoire la plupart du temps comme un "animal rationnelle migrans". Mais il n'est pas seulement, dans son comportement migratoire, un "homo oeconomicus migrans" classifiable selon les simples réflexes du marché.⁴⁰ Car même pour les comportements migratoires qui s'orientent aux conditions du marché, on n'est pas à l'abri de surprises.⁴¹ Dans le marché interne à l'Union Européenne où la circulation des biens est depuis belle lurette infiniment plus fluide que celle de la main d'œuvre, on décèle de nouveaux flux dans les directions sud-nord et est-ouest : la main d'œuvre polonaise qui a pris le chemin du retour en provenance d'Angleterre et d'Islande suite à la crise de 2008/09, pourrait poursuivre massivement sa route vers l'Allemagne, ce que craignent aussi les patrons néerlandais. L'Allemagne, qui en comparaison avec les autres pays européens, a rapidement surmonté la crise et paraît même être maintenant un des gagnants de cette crise, pourrait exercer un fort attrait sur la main d'œuvre qualifiée des autres pays eux encore en proie à des difficultés. C'est ce que montre l'exemple de l'Espagne qui détient le record du chômage chez les jeunes dans l'Union avec 43% de sans emploi (Allemagne : 9,8%). En Espagne où presque un million de jeunes de moins de 25 ans sont au chômage et où la "génération perdue" descend massivement dans la rue pour attirer l'attention sur son sort, les écoles de langue qui proposent des cours d'allemand sont prises d'assaut par de jeunes ingénieurs, informaticiens et médecins depuis que lors de sa visite à Madrid en février 2011 la chancelière Merkel a fait l'article pour un départ vers l'Allemagne.⁴² Il est cependant difficile de se prononcer sur le caractère durable de tels comportements migratoires en raison de leur dépendance du marché. Ceci vaut également pour l'évolution peu prévisible des migrations est-ouest depuis la libéralisation du marché du travail en Allemagne pour la République Tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et

³⁹Ernst & Young, Technologie, Talents, Tolérance – L'Allemagne a-t-elle un avenir? Enquête à l'échelle mondiale auprès d'entreprises, Essen 2010.

⁴⁰ K. J. Bade, Homo migrans. Migration vers et hors Allemagne. Observations et questions, Essen 1994.

⁴¹ Voir : W. Sinn, La vague d'immigration à venir, in : FAZ, 14.3.2011

⁴² La société parallèle polonaise en Islande, in : Welt Online, 2.6.2011; Les jeunes espagnols espèrent trouver du travail en Allemagne, in : Focus, 6.6.2011

la Slovaquie depuis le 1er mai 2011, auxquels se joindront la Bulgarie et la Roumanie au plus tard en début 2014.⁴³

De nouveaux chiffres émanant de l'institut fédéral de la statistique⁴⁴ nous signalent un plus dans le bilan des migrations que nous n'avions pas connu depuis longtemps (+128 000) en raison d'un excédent d'arrivées étrangères (2010 : 154 000 pour 2009 : 28 000) et d'un recul des départs allemands (2010 : 26 000 pour 2009 : 40 000). De ceci ne découle pas, pour plusieurs raisons, un revirement de tendance et un motif pour annoncer une détente démographique et économique. Les chiffres bruts des arrivants et partants ne nous informent pas sur la qualification des migrants, il faut pour cela attendre ceux que nous livrera le rapport (2012) de l'office fédéral pour la migration et les réfugiés. Les rapports existants font plutôt état d'une immigration qui comprend en majorité des personnes peu qualifiées ou sans qualification aucune venant de Bulgarie, Roumanie et Serbie.⁴⁵ A cela s'ajoute le fait que, par ex. en provenance de Serbie, arrivent des demandeurs d'asile, dont les chances d'être reconnus sont minimales. Ils vivent, durant la durée de la procédure en Allemagne dans des centres d'hébergement, des pauvres subsides accordés par la loi sur les réfugiés et pour améliorer le quotidien se lancent éventuellement dans des activités parallèles, ou alors ils ne sont là que pour empocher la prime de retour au pays de 600 Euros par adulte (suspendue en octobre 2010) et refaire le voyage dans l'autre sens.⁴⁶ Venant des communes et des associations de défense des immigrés, on apprend que des enfants, parmi lesquels nombreux sont ceux qui ne semblent jamais avoir vu une école de l'intérieur, apparaissent comme sortant du néant dans le sillage des nouvelles familles d'immigrés.

Les arrivées en provenance des autres pays européens au niveau salarial élevé (Autriche, France, GB) ou des USA n'ont progressé que très peu en 2010 (moins de 1 000). Le bilan des migrations des ressortissants allemands est, encore et toujours, négatif vis à vis de la Suisse et de l'Autriche, mais aussi des USA. En raison de la structure des salaires, du niveau de vie et de la réglementation sur l'immigration, on est amené à penser qu'il s'agit en outre d'émigrants ayant une qualification élevée. Il est également difficile de risquer un pronostic sur ce que sera l'immigration venant des pays qui ont rejoint l'Union en 2004 avec la libéralisation totale du marché du travail qui est en vigueur depuis le 1.05.2011. L'Observatoire fédéral du marché du travail et des métiers (IAB) de l'Agence pour l'emploi évalue le bilan net des arrivées à 100 000 pour les premières années après 2011 (estimation moyenne). En tout et pour tout, estime l'IAB, il pourrait y avoir, entre 2011 et 2020, suivant

⁴³T. Baas, H. Brücker, Libéralisation du marché du travail au 1. 05. 2011 : Plus d'avantages que de risques pour l'Allemagne, IAB-Kurzbericht 10/2011, IAB, Nürnberg, 2011

⁴⁴ Institut Fédéral de la statistique, Migration 2010 : Arrivée importante de personnes, Communiqué de presse du 9.05.2011, Wiesbaden 2011

⁴⁵ Voir : Ö. Gezer, Esclavage légal (<http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-78602547.html>); Les voyageurs de l'espoir (<http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-78076145.html>).

⁴⁶ Bundestags-Drucksache 17/3744, Réponse du gouvernement lors de la séance de questions au parlement à la question des députés U. Jelpke, S. Dağdelen, P. Pau, du parti DIE LINKE – Drucksache 17/3421 – Information complémentaires sur les statistiques pour les demandes d'asile du 3e trim. 2010, 12.11.2010

le scénario utilisé, 350 000 à 900 000 arrivées net en provenance de ces états.⁴⁷ Mais même si le solde positif des migrations d'environ 100 000 devait paraître une base solide pour l'avenir, la population active en Allemagne risque tout de même de se réduire en raison de la dynamique propre à l'évolution démographique entre 2008 et 2020 de 168 000 personnes par an et dans la décade qui suit où la régression sera encore plus marquée, de 549 000 personnes entre 2020 et 2030.⁴⁸

Déduction : l'Allemagne a le devoir, à moyen et surtout à long terme de rétablir son attractivité - et ceci non seulement pour les collaborateurs étrangers du top-niveau mais aussi pour les autochtones. Il est urgent que cessent les discours politiques rassurants qui se voilent la face devant la réalité du "brain-drain" (fuite des cerveaux). En ce sens la politique n'a nul besoin de continuer à consoler les citoyens. Ceux-ci, comme le montre le "Baromètre de la migration" du SVR sont conscients du problème : 64 pour cent (63,6%) des personnes interrogées non issus de l'immigration pensent que le solde de la migration est à peu près équilibré ou même négatif, et la moitié des personnes interrogées considère que "nettement trop" ou "plutôt trop" de personnes quittent l'Allemagne.

En lieu et place de superficielles tentatives d'apaisement, il s'avère nécessaire d'engager une discussion concrète et axée sur la réalité des faits pour définir des stratégies ayant des chances de succès. Nous ne pourrions pas faire l'impasse sur une explication franche et autocritique des motifs présents à cette émigration, car ils sont constituants du fait qu'il existe de par l'émigration un "vote avec les jambes" aux dépens de l'Allemagne. L'Allemagne a besoin d'une régénération pour retrouver son attractivité à l'interne comme à l'externe, pour que ceux dont nous avons besoin, ne partent que sur une durée déterminée et non pour toujours, et pour que viennent ceux dont nous avons besoin comme apport extérieur pour remplacer les personnes qualifiées parties, et surtout au vu de notre manque crucial de personnel qualifié qui va en croissant. Le "Brain Drain" doit se transformer en "Brain Circulation", si l'Allemagne veut échapper à son rôle de perdant de la migration. Mais de simples corrections des politiques de migration et d'immigration ne seront ici pas suffisantes.

Il faut partir à la recherche des motifs qui ont incité les personnes à quitter le pays ou qui caressent l'idée d'un départ. Ils sont, concernant l'émigration de l'élite, souvent spécifiques à la profession, et vont, pour citer quelques exemples, chez les médecins internes des hôpitaux, de la plainte sur les plans de carrière verrouillés, au stress permanent auquel il sont exposés, de la dégradation professionnelle du médecin au rang d'attaché administratif jusqu'à la critique de revenus exagérément faibles au vu de l'engagement demandé. Des raisons de départ communes à toutes catégories professionnelles de la frange supérieure des classes moyennes, sont les plaintes sur un système fiscal avec des aspects tentaculaires de jungle dans lequel l'engagement et la performance ne sont pas suffisamment valorisés,

⁴⁷ Voir note 43

⁴⁸ Institut fédéral pour la statistique, La population de l'Allemagne d'ici 2060. Résultats de la 12e estimation coordonnée; Wiesbaden 2009

sur une culture maussade de la jalousie qui s'exprime au quotidien par une jalousie prononcée entre catégories sociales, une sur-réglementation de la vie quotidienne, des lamentations à un niveau social élevé, une tendance à la crise identitaire auto-agressive, une espèce de voile dépressif couvrant tout le pays et en conséquence, l'absence d'un réel élan novateur que par contre on espère trouver dans la nouvelle patrie.⁴⁹ Que cela corresponde à une réalité concrète ou que cela ne soit que ressenti ou seulement le fruit de représentations personnelles, ne joue aucun rôle quant forces déterminantes dans la mosaïque le plus souvent très personnelle des motivations de l'émigration.

Ce qui est également clair, c'est qu'on ne peut pas transformer un pays de fond en comble pour le rendre plus attractif, en se basant sur des représentations plus ou moins proches de la réalité. Mais on peut rénover des secteurs importants pour la migration et l'immigration pour augmenter l'attrait de ce pays vers l'extérieur comme à l'intérieur. L'attractivité d'un pays ne réside pas en premier lieu dans le fonctionnement harmonieux de ses rouages administratifs et juridiques. Il est important d'apprendre à regarder son propre pays à travers les yeux des autres - avec les yeux de ceux qui l'on quitté parce qu'il est tel qu'il est, et avec les yeux de la population allogène qui ne comprend pas toujours pourquoi il est comme il est - d'autant plus que personne ne lui explique.

Et tout est perdu d'avance, si l'on ne sait pas expliquer son pays au nouveau arrivants. C'est là que nous avons commis beaucoup d'erreurs. Ceci est vrai pour une sémantique, vue avec leur histoire comme toile de fond, dont beaucoup d'allemands ont honte, mais qui est importante pour les immigrés : ces immigrés sont, formulé en toute simplicité, à la recherche d'une nouvelle patrie (Heimat). Ils aimeraient comprendre les "règles du jeu" et les "valeurs" qui y ont cours. Il voudraient, plus tard peut-être, pouvoir être fier de leur réussite, c. à d. être reconnu comme citoyen de cette nouvelle patrie.

Des notions comme "Heimat" (patrie), "valeurs" ou "fierté citoyenne" sont cependant en Allemagne toujours, du point de vue sémantique, des mines anti-personnel. Arriver à une analyse heuristique maîtrisée de tout ceci dans le cadre de modes opératoires théoriques différenciés, est la base évidente des tentatives d'explication scientifiques. Traduire les modes évoqués dans le langage de la société d'immigration, et les rendre ainsi vivables, est une tâche tout à fait différente, mais tout aussi primordiale.

7. Offensive qualitative et promotion d'une immigration de qualité

Pour rester porteuse d'avenir sur le plan économique, l'Allemagne a besoin impérativement d'une offensive en matière d'éducation et de qualification, qui a été largement ventée mais qui n'a été mise en œuvre que partiellement, et ceci avec une approche différente selon les Länder, qui dans l'ensemble est sous-financée et qui de toute manière ne produira des effets qu'à moyen ou long terme. Elle doit inclure le rattrapage du retard d'un potentiel de capacité productive inexploité. Cela compte bien sûr pour la société d'immigration pour

⁴⁹ Quelques exemples collectés dans des sources disparates et sans prétention de représentativité. L'état de la recherche est dans ce domaine plutôt précaire. Le SVR prévoit de lancer différentes études dans ce domaine.

laquelle la reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger est loin d'être résolue. La loi sur la reconnaissance des diplômes dont la rédaction vient enfin d'aboutir après plusieurs tentatives avortées et malgré ses nombreuses imperfections, va constituer enfin une avancée dans la bonne direction.

Cette loi arrive, une fois de plus, avec au moins 20 ans de retard. Elle ne va plus concerner les immigrés qualifiés qui se sont construit des carrières de substitution loin en dessous de leur niveau de qualification initial (par ex. comme concierge ou chauffeur de taxi) dont ils ne veulent pas risquer l'abandon ou qui après leurs égarements sur le marché du travail sont aujourd'hui déjà à la retraite - à condition qu'ils aient jamais réussi à intégrer de telles carrières de substitution.

Le chapitre le plus déplorable a été celui de l'intégration des juifs venant des pays de l'ex Union Soviétique. Ce groupe d'immigrés avait une moyenne d'âge élevée par rapport aux autres arrivants d'ex-URSS de souche allemande, mais possédait de loin la qualification la plus élevée. Nombreux furent ces immigrants juifs aux formations correctes voire élevées qui n'ont pas réussi à obtenir une reconnaissance de leurs diplômes ni de leur expérience professionnelle et auxquels ont été refusés une formation complémentaire dans leur spécialité autant qu'un soutien linguistique. Celui à qui on refuse de reconnaître sa qualification professionnelle devient ainsi statistiquement un "non-qualifié". Et s'il ne trouvait pas d'emploi, en raison de cette tare, voilà que quelqu'un de hautement qualifié sans diplôme reconnu se transformait statistiquement en "chômeur non-qualifié" dont le destin fait-maison allait être faussement interprété comme preuve des "problèmes d'intégration" inhérent au groupe des juifs venant de la CEI. Même les ressortissants allemands de la CEI n'étaient pas mieux lotis, bien que bénéficiant d'une position nettement plus privilégiée.

Les efforts tardifs, pour d'un côté traiter les cas des 300 000 personnes qualifiées⁵⁰ qui courent toujours après la reconnaissance de leurs diplômes et de leurs qualifications professionnelles, et de l'autre l'offensive interne de qualification, ne seront à moyen terme pas suffisants pour résister à la pression que l'évolution démographique exerce sur la distorsion entre offre et demande sur le marché du travail, et sur le système de protection sociale. Le pays a besoin de modèles de pilotage intelligents pour la promotion d'une immigration de qualité à la fois flexible et fonction des besoins. C'est un axiome simpliste et toujours infirmé, mais toujours réactivé, que de n'admettre les étrangers qualifiés dans les bureaux d'accueil pour étrangers que lorsque l'agence pour l'emploi a fermé ses portes, parce qu'elle a réussi à placer les derniers des derniers chômeurs de longue durée. Une offensive de qualification et une promotion d'une immigration de qualité ne sont pas des alternatives antinomiques, mais deux pistes complémentaires en direction du même but. Veiller à une stratégie de complémentarité est la tâche de modèles de pilotage appropriés, qui doivent être à la fois flexibles et ciblés, pour ne pas, pas excès d'organisation, avoir un effet autobloquant. Il est clair aussi, pour des raisons de paix sociale, que la promotion d'une immigration de qualité ne dispense pas le patronat - même après coup - de l'obligation de

⁵⁰ Données du gouvernement fédéral sur l'immigration (www.bundesregierung.de)

formation envers ses propres forces productives. Toute autre attitude de leur part consisterait en une privatisation des bénéfices et une socialisation des frais liés à la mise à disposition de collaborateurs qualifiés.

Si la reprise économique doit se poursuivre et si une nouvelle crise financière ou économique ne vient pas tout changer, il pourrait y avoir, selon des modélisations récentes, en 2015 en Allemagne un déficit pouvant aller jusqu'à 3 millions personnes pour des emplois qualifiés. Cela correspondrait aux chiffres du chômage à l'heure actuelle, si les mesures pour faire progresser la qualification à l'interne n'avaient pas porté leurs fruits. L'Agence fédérale pour l'emploi estime que le déficit en main d'œuvre atteindra, à l'aube des années 2020 les 6,5 millions . L'institut Prognos avance le chiffre de 2,4 millions de diplômés de l'université faisant défaut pour 2030.⁵¹ Ces estimations sont conformes à celles des instituts d'études économiques. Les "sages" du comité des experts pour l'évaluation du développement économique annoncent des chiffres similaires pour un manque de main d'œuvre qualifiée auquel il sera impossible palier et pronostiquent des conséquences dramatiques pour le développement économique : "La politique d'immigration devrait prendre exemple sur les pays d'immigration classique qui évaluent les qualifications selon un système à points", exigent-ils dans leur expertise pour le gouvernement fédéral en mai 2011. "Si la politique ne relève pas ce défi, la croissance se ralentira".⁵²

Au vu de tout cela, la question qui se pose est de savoir s'il va réellement être encore possible, sous la pression de l'évolution démographique à long terme, d'atteindre un équilibre au niveau de ce déficit humain dont tout semble dire qu'il va en augmentant.⁵³ L'alternative serait une "atrophie coordonnée" (H. Birg) sur le marché du travail, la mise en commun de compétences à l'interne ou encore la délocalisation de services non liés à un site précis.

L'Allemagne sera de toutes manières obligée de rendre son système d'agrément de la main d'œuvre qualifiée venant de pays tiers plus transparent et plus attractif. Après des errements hyper-prudents et défensifs ces dernières années dans le cadre de la loi sur l'immigration, elle a réussi à être plus fonctionnelle et plus féconde. Mais elle manque toujours d'efficacité parce qu'elle est trop parcellisée, trop peu lisible vers l'extérieur et vers l'intérieur un frein au développement - en particulier pour les petites entreprises et plus encore pour les "Start-Up" qui ne peuvent s'offrir le luxe d'une direction de ressources humaines hautement spécialisée.

Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans un état comme l'Allemagne au niveau de la promotion d'une immigration de qualité. Cela aussi la population en est bien plus consciente que la politique veut bien l'admettre, comme le montre le "Baromètre de la migration" du

⁵¹Président du DIW "L'Allemagne a besoin de plus d'immigrants, in : Hamburger Abendblatt, 07.09.2010; Agence fédérale pour l'emploi, Perspective 2025. Emplois qualifiés pour l'Allemagne, Nürnberg 2011; Prognos AG, Marché du travail 2030. Effets des crises financières et économiques, Bâle 2010.

⁵² Le défi du changement démographique. Expertise pour le gouv. fédéral, Mai 2011

⁵³ Weise (BA) : L'Allemagne a besoin de deux millions d'immigrants, in : Die Welt, 14.5.2011

SVR. La politique devrait enfin abandonner l'obsession de devoir protéger la population, comme s'il s'agissait d'un jardin d'enfants pour adultes, de prétendues peurs devant une immigration qualifiée. Le société civile en tant que souveraine, c. à d. le "commanditaire" qui délègue, par son vote, une responsabilité de décision et d'action limitée en durée, fait preuve de représentations tout à fait adultes qui devraient mettre sous pression le "mandataire" qu'est le monde politique.

Le "Baromètre de la migration" du SVR le montre : la population, issue ou non de l'immigration, est en grande majorité (près de 60%) pour plus d'immigration de personnes hautement qualifiées. Elle est, comme déjà cité, dans une proportion encore plus importante, contre une immigration de personnes non-qualifiées (presque 70%). Et presque la moitié des allemands non issus de l'immigration (vers 50%) et environ 40% de ceux issus de l'immigration, sont pour un accueil renforcé de réfugiés; seul un tiers y est opposé. Si ceci n'est pas, à l'aune des représentations d'une population qui en matière de migration tendrait à l'hystérie et à la panique, un climat propice aux réformes dans la politique de l'immigration, il faudrait qu'on se pose sérieusement la question, en considération de l'état d'âme actuel plutôt frileux des allemands, à quoi devrait ce climat devrait ressembler. La politique devrait donc arrêter de dissimuler sa propre incapacité à prendre des décisions constructives derrière les prétendues préoccupations des citoyens qui sont dans leur majorité bien plus clairvoyants que ne veulent bien le leur concéder les acteurs de la vie politique.

Le SVR a proposé un modèle reposant sur 3 composantes comme un premier pas nécessaire en direction d'une réforme du pilotage de l'immigration :

1. Abaissement du revenu minimum annuel brut pour les étrangers à qualification élevée de 66 000 Euros actuellement à 40 000 Euros;
2. Incitation renforcée pour les étudiants étrangers à rester en tant que catégorie idéale d'immigrants;
3. Mise en place d'un projet pilote, suivi de son évaluation, d'un système d'accréditation flexible, spécifique à chaque secteur industriel et limité dans le temps, basé sur les qualifications effectives (pour éviter le terme repoussant de "système à points") tout d'abord pour le secteur "MINT" (mathématique, informatique, biologie et technique) le plus concerné par le manque de personnel qualifié où il manque à l'heure actuelle surtout des ingénieurs et des techniciens de la construction mécanique. Et cela ne doit pas nous faire oublier qu'il y a d'autres secteurs déficitaires, qui même s'ils ne sont pas industriels, n'en sont pas moins importants pour la société comme celui, complètement déficitaire, de la prise en charge des personnes âgées.

Dans ce domaine, l'Autriche a pris les devants en introduisant un système fiscal flexible et pragmatique appelé "carte rouge-blanc-rouge".⁵⁴ L'Allemagne est encore une fois en ce domaine en régression. Et la raison n'en est pas la prétendue peur du citoyen devant un système à points flexible et à durée déterminée pour la promotion d'une immigration de haut niveau. Il faut en chercher l'origine dans la fausse peur des politiques devant des citoyens dont ils ignorent les convictions et qui sont en fait ouverts à une immigration qui prenne en compte la qualification des arrivants potentiels.

Les besoins de l'Allemagne, pourtant, ne se limitent pas uniquement à une immigration de cadres et de techniciens hautement qualifiés. Dans une perspective à long terme, le pays a besoin d'une stratégie globale qui soit transparente pour les citoyens sur place comme ailleurs pour les éventuels intéressés par une immigration. Il s'agit en fait de trouver un système ancré sur le marché du travail qui permette une immigration définitive comme une immigration limitée dans le temps. Il peut y avoir, le cas échéant, des limites permissives entre les deux domaines sur les variables desquelles seul le pays d'accueil doit avoir pouvoir de décision car il ne s'agit pas ici de questions humanitaires mais bien d'intérêts économiques concernant les deux parties. Si une telle stratégie globale pouvait se mettre en place, l'Allemagne pourrait s'établir comme modèle de pays d'immigration dans la mutation démographique actuelle. Il faudra cependant rester vigilant au risque que des tâches humanitaires soient évincées par des intérêts économiques.

8. Intérêts économiques et tâches humanitaires

Mais d'où va-t-elle bien pouvoir venir cette main d'œuvre du futur? A moyen terme, il y aura sans doute à l'intérieur de l'UE le potentiel nécessaire correspondant au profil souhaité. Pourtant l'Allemagne et les pays européens à haut niveau de développement devront se faire à l'idée que même au sein de la Communauté, il existe des migrants avec des profils moins intéressants voire non souhaités, car ceci est le revers de la médaille, dont on ne peut pas s'affranchir, concomitant à une libéralisation ciblée et souhaitée sur le marché des biens mais aussi du travail. Car la dynamique de l'offre et de la demande ne peut se déployer librement que sur un marché intérieur du travail libre de contraintes. A long terme cependant, l'Allemagne va devoir se passer de la plupart de ces pays comme pourvoyeurs de migrants, car ils vont petit à petit rattraper leur retard économique et se muer eux mêmes, sous le signe de l'évolution démographique, en pays d'accueil avec un besoin accru de main d'œuvre.

Pour sa politique de l'immigration, l'Allemagne sera nécessairement à longue échéance appelée à s'aventurer en terrain inconnu. C'est pourquoi le ministère fédéral du travail est entrain d'élaborer, en préalable au "sommet des emplois qualifiés" de Merseburg, un document jetant la base d'une conception stratégique de "pays d'accueil" pour lequel les pays les plus divers sont déjà pris en considération. Dans son rapport "Pays de migration

⁵⁴ M. Kreuzhuber, Marché du travail, il bouge encore! : la carte rouge-blanc-rouge, conférence du 7.4.2011, Chambre de commerce autrichienne.

2011" le SVR s'est aussi penché sur la question. Il estime que les zones de recrutement des immigrants potentiels vont se décaler de plus en plus vers l'est et le sud.

En conséquence, le SVR réclame que l'on porte un regard réaliste sur de nouveaux pays de provenance qui ne se soit pas aveuglé par une peur panique populiste des cultures étrangères nuisible aux intérêts économiques. En font partie des zones actuellement encore négligeables du point de vue de la politique migratoire comme l'Asie du Sud-est ou l'Asie Centrale, également les nouveaux pays révolutionnaires de l'Afrique du Nord avec une population à prédominance musulmane, en particulier l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Dans ces pays, on trouve, dans une population plutôt jeune, beaucoup de personnes qualifiées voire hautement qualifiées qui n'ont aucun espoir d'emploi sur le marché du travail local.

Tout ceci est cependant en contradiction complète avec l'actuelle politique européenne de refoulement des réfugiés, car la "forteresse Europe" s'entoure d'un rempart de protection contre l'immigration indésirable qu'elle repousse toujours plus loin de ses frontières. Ceci oblige les immigrants à choisir des itinéraires toujours plus dangereux pour contourner, par des voies clandestines, les mécanismes de contrôle et de refoulement. Il en résulte une nouvelle augmentation du nombre de morts aux frontières de l'Europe qui devrait avoir atteint entretemps, avec ses plus de 10 000 décès, les dimensions d'une guerre de moyenne importance. La sécurisation des frontières de l'Europe a été atteinte jusqu'à fin 2010 au prix d'une coopération douteuse avec des régimes autoritaires voire dictatoriaux d'Afrique du Nord qui se moquent des principes des droits de l'homme, comme la Libye, qui n'a sciemment pas signé la Convention de Genève. Conclure avec un état pareil un accord sur la reprise de réfugiés, comme l'a fait l'Italie, est un scandale humanitaire de premier ordre. Cela a bien sûr été condamné par Bruxelles; mais étant donné qu'il s'agissait d'un accord bilatéral, il n'était pas vraiment utile de le mettre en exergue bien davantage. Ce qui, en sous-main - au vu du refoulement relativement efficace des réfugiés - a été accepté sans autre forme de procès.

Ces formes indécrites de coopération, pour l'auto-défense dans la guerre contre les réfugiés, avec des régimes qui honnissent les valeurs humanitaires et démocratiques, a fortement endommagé la crédibilité de l'Europe auprès des populations nord-africaines qui se soulèvent depuis fin 2010 contre ces régimes. Reste à voir quelle sera l'attitude des nouveaux états issus de ces événements quant à la question de la maîtrise des flux de réfugiés. Il faut s'attendre à une politisation plus importante des thèmes autour de la migration et des réfugiés dans le dialogue entre l'Europe, les pays de provenance et les pays de transit des migrations illégales.

Il faut en tous cas un contrôle des accords entre pays européens et pays tiers extra-européens en matière de sécurisation des frontières. Il est nécessaire en plus d'exercer un contrôle plus significatif sur l'agence des frontières Frontex qui s'est développée de façon notable ces dernières années. En dehors des rapports qu'elle publie elle-même, elle est soumise à un contrôle parlementaire des plus légers.

L'immigration clandestine en Europe n'est pas un phénomène de masse uniforme. Elle est composée d'une variété des cas individuels aux motifs et origines variés. Il est d'autant plus important de vérifier s'il s'agit de migrants pour des raisons économiques ou de réfugiés voire demandeurs d'asile qui auraient droit à une procédure en bonne et due forme. Ceci ne peut pas se faire sur une flotte d'interception opérant au large des côtes de l'Europe. Cela doit se faire en Europe même ou alors dans des pays qui ont signé la Convention de Genève ou qui sont accessibles aux instances du HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés).

Cependant, nous savons que les limites entre fuite et migration pour des raisons économiques souvent sont floues : à côté de migrations économiques spéculatives ("betterment migrations") nous trouvons des mouvements d'exode en raison de conditions d'existence devenues insupportables ("subsistence migrations"). Les migrants économiques ne se différencient des vrais réfugiés aux yeux des pays d'accueil européens que par le fait qu'ils ne sont pas envisagés par les instruments du catalogue de règles en vigueur. Et ce sont ces formes mixtes qui sont, en particulier lors de mutations historiques comme elles ont lieu en Afrique du Nord actuellement, plus fréquemment observables.

C'est parce que les limites entre mouvements d'exode et migrations économiques sont souvent confuses, que les intérêts des pays d'accueil doivent pouvoir, dans une certaine mesure, être mis en avant. Cela ne doit pas se faire au détriment des obligations humanitaires qui doivent être protégées inconditionnellement contre toute restriction sous le coup d'arguments économiques. Il devrait être possible d'éviter que dans les cas extrêmes (comme c'est arrivé en Allemagne maintes fois, par ex. pour les réfugiés du Kosovo), des personnes à qui on ne pouvait pas accorder le statut de réfugié, soient renvoyées alors qu'elles appartiennent à des catégories professionnelles dans lesquelles dans le même temps, on recherche, avec des moyens considérables et peu de succès, des immigrants qualifiés.

Il est facile de produire des caricatures cyniques sous le slogan "Tout le monde dans les canots de sauvetage; les ingénieurs et les médecins d'abord". Une politique pragmatique de la migration et des réfugiés, ou la permissivité des limites serait l'exception, doit prendre une autre forme; et au regard du climat régnant dans la population tel qu'il est révélé par notre enquête, elle paraît dans ce cas tout à fait explicable. L'Allemagne ne serait, en l'espèce, pas seule : Ce à quoi peut ressembler une prise en charge pragmatique de contingents en provenance du secteur des réfugiés vers le secteur des immigrants, sans que la dimension humanitaire soit mise en question, a été démontré par ex. au Canada.

9. Migration et développement

Nous avons eu droit ces 20 dernières années à de nombreux discours et écrits sur ce que pouvait être une "politique de développement se référant à la migration" ou encore une "politique de la migration se référant au développement". Ce qui leur était commun à tous, c'est la mise en avant de concepts pas réellement altruistes dont le souci principal était de rendre maîtrisable la pression migratoire sur l'Europe. La réflexion qui a eu lieu ces dernières

années, dans les milieux politiques plus dans le grand public, tendrait vers une imbrication des politiques de migration et de développement sous la forme de programmes circulaires de la migration. Nous allons aborder cet aspect dans ce qui suit :

Par la mise en place de programmes de migration circulaires, les "optimistes des politiques de développement et de migration" espèrent (H. Haas)⁵⁵ en premier, une augmentation des possibilités de guidage, en second, une réduction de l'immigration illégale dans l'UE et en particulier en troisième, une amélioration de la situation dans les pays de départ en raison des retours et du transfert technologique y afférent.

Pour essayer de savoir comment cela peut fonctionner, le SVR a fait tester, par des modèles de simulation, les effets potentiels de tels programmes circulaires de migration. Résultat : dans le sens d'une politique de développement, ils ne peuvent être efficaces que si les trois parti-prenants y reconnaissent des avantages respectifs; les pays d'accueils, les pays d'origine et les migrants eux-mêmes. Faut de quoi de tels expérimentations pourraient reproduire les erreurs commises avec les travailleurs immigrés.

Dans la perspective d'une dynamique de développement et d'un retour volontaire au pays, il faut dès le départ mettre en place des règles du jeu claires. Cela concerne la limitation du séjour comme la possibilité de revenir pour ceux qui auraient respecté ces règles. D'autre part, il faudra que, dans les régions de départ, soient présente des possibilités d'épanouissement qu'on n'y trouve pas actuellement, en particulier : un fonctionnement de niveau élevé de l'appareil judiciaire, une bureaucratie peu corrompue et des conditions propices au développement économique. Le SVR recommande de tester ces conceptions de migrations circulaires dans des projets -pilotes de taille maîtrisable.

Les événements d'Afrique du Nord précipitent, dans le domaine de la migration et du développement, l'approche prudente des nouveaux concepts dans les instances nationales, internationales et supranationales. L'UE doit proposer urgemment, aux pays émergents révolutionnaires nord-africains, des perspectives de développement. Un plan Marshall européen pour un développement durable en Afrique du Nord s'impose pour dépasser les actuelles mises en œuvre timides d'aides commerciales. Alors, on pourra espérer qu'un programme de migration circulaire puisse-t-y avoir prise.

Il serait aussi urgent que les critiques professionnels de l'Islam comme ennemi déclaré avec leurs représentations grossières réfléchissent à l'Afrique du Nord : car c'est ici que des personnes de tous âges, mais en particulier des jeunes des deux sexes, souvent qualifiées et avides de culture, se battent pour la liberté et la démocratie - et pas pour la hauteur des minarets. Il ne pourrait rien arriver de plus fâcheux aux mouvements anti-islamiques en Allemagne et en Europe qu'une victoire durable pour la liberté et la démocratie acquise par les révolutions du printemps arabe. L'image monstrueuse de l'ennemi déclaré, propagée

⁵⁵ H. de Haas, Migration and Development. A Theoretical Perspective, in : International Migration Review, 44/1, 2010, S. 227-264.

comme une litanie par certains blogs, se verrait confirmée si des régimes théocratiques s'appuyant sur la charia ou un terrorisme islamique sanglant devaient être les héritiers de la révolution.

Mais il faut que nous dépassions cette réflexion sur les crises actuelles et que notre regard se porte au delà du simple présent. Dans un futur pas trop éloigné, il se pourrait que, surtout si le réchauffement climatique devait se confirmer, nous ayons bien d'autres défis à relever. Il se pourrait que des migrations massives ou des déplacements massifs de populations en fassent partie dans des régions où pour des raisons diverses, l'on serait de moins en moins assuré de pouvoir survivre. La migration circulaire et la promotion du développement ne fonctionnent pas dans des régions inondées ou transformées en déserts.

Je veux dire par là : Les raisons qui poussent à la migration ou au déplacement de populations, les circonstances et conséquences de désastres régionaux et de méga-crisis globales sont de plus en plus complexes. Et plus elles sont complexes plus complexe doit être l'élaboration des concepts d'un "Global Migration Management", s'ils doivent être en mesure de répondre aux défis du futur. L'Allemagne peut et doit s'engager de façon plus active sur ce terrain dans des projets supranationaux et internationaux - du "Burden sharing" (partage des charges) au "Resettlement" (réinstallation) pour n'en citer que deux.

En définitive, nous avons devant nous l'ignominie historique de l'Europe face à la question des réfugiés dans son ensemble : "Tant qu'il manquera l'équivalent à la lutte contre l'immigration de réfugiés du tiers monde, soit le combat contre les causes de la fuite" - une citation de la dernière phrase de mon ouvrage sur l'histoire des migrations en Europe parue en 2000 - "cette lutte restera un scandale historique à l'aune duquel les futures générations mesureront les conceptions humanitaires de l'Europe du 20e siècle finissant et du 21e siècle naissant". Peu de choses ont changé depuis.

Quelle est encore cette histoire, propagée par le "Jesuit Refugee Service" qu'on ne pourra pas taxer de mensonge gauchiste, d'une grossière erreur commise par un patrouilleur des garde-côtes libyens en mission dans le cadre d'un accord avec l'Italie? Il avait attaqué un bateau de pêche italien en route pour la Sicile à coup de salves de fusils mitrailleurs. Les commentaires officiels n'ont rien trouvé de mieux que d'évoquer une confusion : le patrouilleur chargé d'intercepter les clandestins en pleine mer aurait confondu le chalutier avec un bateau de réfugiés. Ceci est une guerre contre les réfugiés, et nous la tolérons et nous la passons sous silence.

Plus encore : nous vivons, d'un point de vue éthique dans une civilisation abjecte et mesquine : elle fonde sa culture pitoyable des "bonnes affaires" sur l'exploitation des plus pauvres des pauvres loin au delà de ses frontières. Elle laisse sans pitié aucune des réfugiés à demi morts se noyer ou mourir de soif en haute mer. Et elle se plaint en plus de la perturbation de ses joies balnéaires causées par les témoignages des tragédies en haute mer rejetées sur les plages sous forme de débris de bateaux, lambeaux de vêtements ou parfois même de restes humains.

Voilà le monde dans lequel nous vivons et pour lequel nous sommes tous, collectivement responsables, chacun à sa place. Que personne ne dise plus tard qu'il n'en savait rien.

Prof. em. Dr. Klaus J. Bade (www.kjbade.de) est le fondateur de l'Institut de recherche sur la migration et les études interculturelles (IMIS) de l'Université d'Osnabrück. Il vit aujourd'hui à Berlin et il est président fondateur de la Commission d'experts des fondations allemandes pour l'intégration et la migration (SVR). Ce texte est paru dans : "...c'est là que sera ton cœur". Théologie et foi, politique et société, Monde et environnement, au nom du Congrès de l'église protestante. Red. Rüdiger Runge et Ellen Ueberschar, Gütersloh 2011 p. 80-113.